



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 08 DÉCEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt trois, le huit décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénac, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)

Absents

LANGUENOU Céline, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 8 décembre 2023

Délibération n°DCC2023_170

Objet	Unité Mobile de prévention - investissement et fonctionnement.
Rapporteur	Jean-Luc LE SAUX
Service	Pôle services à la population
Thème	Contrat Local de Santé

Jean-Luc LE SAUX donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS

LE CONTEXTE

Dans le cadre du Contrat Local de Santé du pays de Brest, la Communauté, signataire de ce dispositif, a été moteur dans la mise en place d'un projet d'unité mobile de prévention. Ce projet est maintenant repensé à hauteur du territoire de pays de Brest.

Ce dispositif s'appuie sur les constats suivants :

- Des indicateurs de santé défavorables avec une mortalité prématurée évitable, notamment en lien avec les addictions,
- Recours au dépistage, à la prévention et aux bilans de santé généraux à améliorer, notamment en direction des populations vulnérables (enfants et familles, personnes en situation de précarité, etc.),
- Ruptures dans les parcours de santé entre le dépistage et le soin qui nécessitent un accompagnement sur mesure, individualisé,
- Éloignement des habitants vis-à-vis de la santé (freins sociaux, fracture numérique, compréhension du système complexe de santé) qui peut être à l'origine du renoncement, du non recours aux soins,
- Concentration des ressources de prévention dans les centralités et difficultés de mobilité qui concernent des populations plus vulnérables (personnes âgées, jeunes, personnes handicapées, parents isolés, etc.).

LES OBJECTIFS

Favoriser les interventions extérieures, « hors les murs » pour aller à la rencontre des populations qui ont peu ou pas accès à la prévention et au dépistage pour des raisons diverses (éloignement géographique, méconnaissance des services, représentations négatives envers les services de prévention, peur des jugements...)

- ⊆ Améliorer l'accès de la population à des services de dépistage et prévention de proximité
- ⊆ Accompagner les personnes dans leur parcours de santé
- ⊆ Soutenir les professionnels de santé du territoire (CPTS, Maison de santé, associations collectivités) dans la mise en place d'actions de prévention auprès de la population.

LE TERRITOIRE

6 intercommunalités du Pays de Brest : CC Pays d'Iroise, CC Pays des Abers, Communauté Lesneven Côte des Légendes, Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas, CC Presqu'île de Crozon-Aulne Maritime, CC Pleyben-Châteaulin-Porzay.

Une unité mobile est déjà présente sur Brest métropole : une collaboration sera mise en place entre les deux projets, afin d'assurer une complémentarité territoriale.

LES PUBLICS-CIBLE

Les habitants des 6 intercommunalités engagées, avec une attention particulière pour :

- Les personnes en situation de vulnérabilité sociale
- Les personnes en situation d'isolement
- Les personnes avec des difficultés de mobilité
- Les femmes.

DESCRIPTION DU PROJET

L'objectif est de mettre à disposition des acteurs de terrain une unité mobile de prévention afin d'aller à la rencontre des populations qui ont peu ou pas accès à la prévention et au dépistage.

Cette unité mobile permettra d'intervenir auprès des populations ciblées, et d'être un lieu d'échanges autour du dépistage et de la prévention. Et ainsi répondre à un besoin de proximité, d'accessibilité aux dépistages précoces et à la prévention. Et d'accompagner les habitants qui en ont besoin dans leurs parcours de santé.

Deux volets :

- Utilisation de l'unité mobile pour les actions du CLS : consultations délocalisées en addictologie par exemple,
- Prêt de l'unité mobile à des acteurs de territoire : dépistage, campagnes d'information et de sensibilisation, etc.

Thématiques prioritaires : addictologie, dépistages et bilans de santé, santé sexuelle.

La récurrence sur les territoires sera travaillée, afin de garantir une égalité entre les territoires.

Une expérimentation est mise en place pour 3 ans, de 2024 à 2026.

POURQUOI UNE UNITÉ MOBILE ?

- Pour être mieux repéré dans les territoires : pouvoir se positionner sur des lieux de passage, des lieux publics fréquentés par les habitants
- Pour lever les freins à « ouvrir la porte »
- Pour permettre plus de confidentialité/de discrétion, selon les besoins
- Pour avoir plus de souplesse dans l'organisation : être moins dépendant des disponibilités de salles, des horaires d'ouverture, etc...
- Pour avoir un accès facilité aux personnes avec des difficultés de mobilité : aller au plus près de leurs lieux de vie.

PARTENAIRES ET RÔLES

Pôle métropolitain et intercommunalités : coportage ; financement ; coordination et ressources humaines ; acquisition du camion, logistique ; réalisation d'actions

ARS : financement (investissement ? fonctionnement ?)

Comité de pilotage : suivi et évaluation

Acteurs santé du territoire : réalisation d'actions

Les partenaires potentiels : CPAM, MSA, CRCDC, Ligue contre le cancer, CHRU (équipe addictologie, Cegidd, Centre de santé sexuelle, ...), CH Landerneau, CPTS, Centre d'exams de santé de la CPAM, Orange bleue/Addictions France, Planning familial,...

ORGANISATION DE LA COORDINATION DU PROJET

Comité de pilotage

Pôle métropolitain et intercommunalités
 ARS, financeurs

Comité technique

Pôle métropolitain et intercommunalités
 Structures partenaires

Pôle métropolitain

Coordination
 Portage ressources humaines (1 ETP)
 Réalisation d'actions
 Suivi budgétaire
 Suivi logistique
 Suivi des conventions

CLCL

Portage investissement : achat du
 camion par la Communauté Lesneven
 Côte des Légendes
 Entretien camion

Intercommunalités et structures partenaires

Financement (EPCI)
 Mise en place d'actions

ÉLÉMENTS BUDGÉTAIRES :

⊖ Investissement

Charges	Produits
Achat camion aménagé : 80 000 euros	EPCI : 42 000 euros
Achat petit équipement : 4000 euros	LEADER et autres structures : 32 000 euros
	ARS : 10 000 euros
Total : 84 000 euros	Total : 84 000 euros

Soit 8 400 euros par EPCI

Des recherches de financement seront faites auprès de la MSA et structures privées à but non lucratif (fondations, structures mutualistes,...).

L'investissement et la gestion du camion seront assurés par la CLCL, qui refacturera leurs parts aux autres EPCI.

⊖ Fonctionnement

Charges				
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
Achats*	12 000	10 000	10 000	10 000
Services ext**	2 400	2 400	2 400	2400
Autres services ext***	20 600	15 600	15 600	15600
Charges de personnel	45 000	45 000	45 000	45000
Total	80 000	73 000	73 000	73 000

Produits

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
EPCI	25 000	18 000	18 000	43000	43000
ARS	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
LEADER	25 000	25 000	25 000		
Total	80 000	73 000	73 000	73 000	73 000

*Achat matières premières (carburant), équipement du camion, fournitures consommables de prévention

** Entretien et assurance camion, documentation

***rémunération intervenants extérieurs, communication, frais de réception

Proposition de répartition entre les EPCI :

Ticket d'entrée 2000 euros + répartition proportionnelle au nombre d'habitants

Collectivités	Fonctionnement (2024)	Total 2024
CAPLD	2 000 + 4 530	6 530€
CCPA	2 000 + 3 810	5 810€
CLCL	2 000 + 2 520	4 520€
CCPCP	2 000 + 2 085	4 085€
CCPCAM	2 000 + 2 055	4 055€

Une subvention de 100 000 euros a d'ores et déjà été octroyée par l'ARS, dans le cadre du CNR santé 2023, répartie ainsi :

- 90 000 euros répartis sur 3 années de fonctionnement,
- 10 000 euros sur l'investissement.

Evaluation

- Nombre d'actions menées
- Nombre de jours d'utilisation
- Nombre de personnes touchées :
sensibilisation/dépistage/orientation/accompagnement
- Nombre de sites
- Nombre de partenaires
- Niveau de satisfaction : partenaires + habitants
-

Communication

Création d'une identité visuelle

Impression affiches/flyers/kakemono

Calendrier

- **Fin 2023 :**
 - ≤ Création du Copil : 26 octobre
 - ≤ Délibération des EPCI – engagement et contribution financière sur budget 2024
- 1er semestre 2024 :
 - ≤ Rencontre et élaboration du projet avec les structures partenaires et les EPCI
 - ≤ Recherches-demandes de financement LEADER + structures privées
 - ≤ Recrutement d'un-e chargé-e de mission
 - ≤ Réalisation d'un travail sur le camion : éléments techniques et financiers
 - ≤ Détermination des éléments de fonctionnement
- 2nd semestre 2024:

- ≤ Mise en place des conventions
- ≤ Réalisation d'un planning
- ≤ Création de la communication
- ≤ Réalisation des premières actions – sous réserve du délai de réception du camion notamment.

DÉLIBÉRATION:

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis du COPIL du Contrat Local de Santé du Pays de Brest du 26 octobre 2023,

Vu l'avis favorable de la Commission cohésion territoriale du 24 novembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 14 novembre 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide la participation financière de la Communauté à l'investissement pour un montant de 8 400€ (huit mille quatre cents euros),

Article 2 : valide la participation financière de la Communauté au fonctionnement pour un montant forfaitaire annuelle de 2 000€ (deux mille euros) auxquels s'ajoute une répartition annuelle par EPCI en fonction du nombre d'habitants soit 4 530€ (quatre mille cinq cent trente euros) pour l'année 2024. Ce montant sera ajusté à chaque exercice budgétaire.

Article 3 : inscrit au budget les crédits nécessaires 8400€ (huit mille quatre cents euros) en investissement, et 6 530€ (six mille cinq cent trente euros) en fonctionnement.